

Le budget

re. Comme je le disais, c'est son sixième budget, et c'est étrange, car au chapitre 6, versets 1 à 8, des Révélation de saint Jean, on parle de l'apocalypse.

Avec la disparition de l'universalité, le manque de fonds dont ne pourra se relever le développement régional, la guerre qu'on semble avoir déclarée à la classe moyenne et aux petites entreprises, je soutiens qu'on pouvait presque prévoir que le sixième budget du ministre des Finances répandrait partout la terreur, comme la peste qu'est la TPS. J'espère que les Canadiens comprennent que nous partageons leurs inquiétudes, qu'ils commencent déjà à exprimer.

Les Canadiens veulent que le ministre des Finances les rassure et qu'il leur dise que le gouvernement conservateur comprend les problèmes économiques auxquels le Canada fait face, qu'il s'en préoccupe et qu'il a des solutions à proposer. Hier, les Canadiens ont entendu le ministre des Finances leur avouer qu'il avait failli à la tâche après avoir essayé, pendant cinq ans, de gérer les affaires financières du Canada.

C'est un mauvais budget qui arrive au mauvais moment. Une véritable recette pour un désastre économique. Le budget ne fait qu'accroître l'injustice déjà manifeste dans les budgets antérieurs du ministre des Finances. On y cherche en vain le leadership que demandent les Canadiens que menace la crise financière dont ce gouvernement est en grande partie responsable.

[Français]

Les politiques de taxation, la politique monétaire du gouvernement ainsi que les coupures que l'on retrouve dans ce Budget vont plonger l'économie canadienne dans une récession. C'est une chose, madame la Présidente, de réduire le déficit en période de croissance économique, c'est une chose de prendre de telles mesures lorsque la création d'emplois augmente et que les investissements s'accroissent, mais c'est une toute autre chose de couper de façon arbitraire dans les programmes lorsque les taux d'intérêt se situent à leur plus haut niveau depuis huit ans, lorsque le chômage augmente, lorsque les économies régionales sont en difficulté et lorsque nos exportations diminuent. À cause de ce Budget, la crainte d'une récession devient une certitude.

[Traduction]

En cinq ans et demi, le ministre des Finances a plus que doublé la dette publique. Lorsqu'il a été nommé ministre, la dette était d'environ 170 milliards. Elle dépasse aujourd'hui 351 milliards et augmente de 4 millions de dollars à l'heure. En cinq ans et demi, le ministre des Finances a fait plus de dettes que tous les autres ministres des finances qui l'ont précédé et tous les gouvernements antérieurs au gouvernement Mulroney.

Mme McDougall: Des ministres des finances libéraux.

M. Young (Gloucester): La dette publique accumulée de 351 milliards de dollars signifie que chaque contribuable canadien a maintenant une hypothèque de quelque 25 000 \$ grâce au gouvernement conservateur.

L'intérêt du ministre pour le déficit a tendance à changer à mesure que le temps passe. Il y a deux ans, en 1988, après avoir augmenté le déficit, le ministre nous a dit de ne pas nous inquiéter, qu'il était maître de la situation, que les objectifs visés étaient en voie d'être atteints et que tout serait parfait après sa réélection et celle du gouvernement Mulroney. En 1989, dans son exposé budgétaire, le ministre a encore brossé un tableau très optimiste de la situation même s'il venait d'augmenter le déficit pour une deuxième année d'affilée. Il nous a dit de ne pas nous inquiéter de cette nouvelle augmentation du déficit. Il a répété qu'il était maître de la situation. L'an dernier, le ministre des Finances nous a dit que les taux d'intérêt tomberaient à 10 p. 100 et que, évidemment, cela atténuerait le problème du déficit.

Nous voilà, un an plus tard, en train d'écouter le même ministre faire les mêmes promesses que l'an dernier et que l'année précédente concernant le déficit. Il ne fait pas de doute que le ministre des Finances a pris les mêmes mauvaises habitudes que les gouvernements précédents.

Mme McDougall: Des gouvernements libéraux.

M. Young (Gloucester): Madame la Présidente, je ne vais pas débattre cette question avec la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il reste quand même qu'on ne répare pas une erreur par une autre erreur. Je crois qu'il devrait apprendre, après six ans, à voler de ses propres ailes au lieu de toujours pointer du doigt ce que les autres ont fait dans le passé.

Le ministre dit que les taux d'intérêt baisseront de 13 p. 100 qu'ils sont actuellement à 11 p. 100 et que nous arriverons à maîtriser notre déficit l'an prochain. Il nous demande de lui faire confiance. Je crois qu'il est clair, à la